



KIGALI, le 19 mai 1962

Ruhengeri



5564

N° 7 46/04/02

Copie pour information à :

Monsieur le Préfet de Ruhengeri
 Monsieur le Directeur de l'Atelier Social
 de Kagege

C. J. Sautin
Ministre
1295 / AI 19/03/63
26/5/62
Prefet

Monsieur RICUMBIKA P.
 Ministre de l'Agriculture

V. T. C. A. L. T.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que je viens de vous accorder un subside de 10.000 francs pour l'Atelier Social de Kagege suivant décision n°5/M.S./1962 dont copie en annexe.

Un accusé d'un import du montant susdit vous parviendra incessamment.

LE MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES,
 M. RICUMBIKA.-

(s) M. SYLVESTRE KAMUNDI

LE MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES

Vu l'ordonnance législative n°02/324 du 15 juillet 1961 sur les institutions du Rwanda, telle que modifiée à ce jour ;

Vu l'ordonnance législative n°02/322 du 1er octobre 1961 sur le Chef du pays du Rwanda ;

Vu l'ordonnance législative n°02/334 du 22 octobre 1961 sur les institutions du Rwanda ;

Vu l'ordonnance législative n°01/7 du 18 janvier 1962 sur la Décentralisation ;

Attendu que les Ateliers sociaux ont introduit des demandes de subvention en exposant les Etats de besoin ;

Attendu que l'accès d'un atelier est indispensable pour la promotion de l'artisanat ;

Attendu qu'à l'article 030/05/04 du R.O.62 un crédit est prévu pour subventionner les Ateliers sociaux ;

DISPOSITION

Article 1.-

Il sera versé :

- a) à Monsieur le Bourgmestre de Gitarama pour le Centre artisanal de l'Artisanat 10,000 francs
- b) à Monsieur le Bourgmestre de Tora pour l'Atelier Social de Ruhinda 10,000 francs
- c) à Monsieur Bizimungu pour l'Atelier social de Kigango 10,000 francs
- d) à Monsieur Niyonzima pour Unikavule 20,000 francs

Article 2.- Ces subventions sont gérées par le Commissaire de Préfecture.

Article 3.- L'utilisation de ces subventions sera justifiée à la Direction des Affaires Sociales par la production de pièces justificatives.

Article 4.- Le Ministre agira dans les seules modalités dans ses attributions tout en exiger le respect des critères énoncés au 1. et 2. de l'ordre des subventions.

Yves DU CONTROLUR DE BUDGET

Fixé le 2 mai 1962

à l'ADMINISTRATION DES AFFAIRES SOCIALES,

Ministère des Affaires Sociales